

PRESTATAIRES, ISO ET MARCHANDS

L'interdiction des paris au Brésil : ce qu'elle change pour les prestataires de paiement et les marchands

Publié le 1 octobre 2026 · Mis à jour le 7 octobre 2026

Le Brésil a interdit les paris à cote fixe par mesure provisoire le 25 septembre 2026. Les dates, ce que les règles de paiement exigent désormais et ce qui reste à trancher.

Moins de deux ans après avoir ouvert un marché régulé des paris en ligne, le Brésil l'a fermé. La Mesure provisoire 1.394/2026, publiée le 25 septembre 2026, interdit l'exploitation, l'offre, l'intermédiation et la publicité des paris à cote fixe dans tout le pays, en ligne comme en point de vente. Elle couvre les paris sportifs et les jeux de casino en ligne, et elle vise aussi les opérateurs étrangers qui servent des personnes au Brésil, quelle que soit la licence qu'ils détiennent ailleurs.

La mesure est entrée en vigueur dès sa publication, mais elle n'est pas encore une loi définitive. Le Congrès doit la convertir, et le Tribunal suprême fédéral a été saisi d'une demande de suspension. Cet article décrit la situation au 7 octobre 2026 et vieillira vite.

Le calendrier

DATE	CE QUI SE PASSE
25 septembre	La mesure est publiée. Les nouveaux dépôts sont interdits immédiatement.
5 octobre	Dernier jour pour que les joueurs retirent eux-mêmes leur solde.
6 octobre	Les sites et applications de paris sont mis hors ligne. La publicité et le parrainage avaient le même délai de dix jours.
7 et 8 octobre	Les opérateurs remettent aux établissements financiers la liste des soldes restants, identifiés par le numéro fiscal (CPF) de chaque joueur.
9 au 14 octobre	Les établissements restituent l'argent, de préférence sur le compte d'origine. Ce qui ne peut pas être restitué est transféré à la Caixa Econômica Federal.

DATE	CE QUI SE PASSE
25 octobre	Les autorisations fédérales et étatiques s'éteignent, sans indemnisation ni remboursement des droits de licence.
23 novembre	La mesure expire, sauf si le Congrès la convertit ou si sa validité est prolongée une fois, de 60 jours supplémentaires.

La presse estime les soldes à restituer entre environ 1,3 milliard et 1,7 milliard de BRL. Une autorisation fédérale avait coûté 30 millions de BRL pour une durée de cinq ans.

Ce qui a changé pour les paiements

L'interdiction est appliquée par le système de paiement autant qu'après de l'opérateur.

- **Aucun traitement.** Les banques, les établissements de paiement, les gestionnaires de systèmes de paiement et leurs participants ne peuvent ni traiter, ni régler, ni rendre possible une opération destinée aux paris à cote fixe. La seule exception concerne ce qui est nécessaire à la fermeture du marché : remboursements, soldes et gains déjà dus.
- **Pix.** La banque centrale, dans une résolution citée comme BCB 590/2026, a demandé aux participants du système de paiement instantané de rejeter un virement vers le compte d'un opérateur avant que l'argent ne soit crédité, au lieu de l'accepter puis de l'annuler.
- **Cartes.** Selon les informations publiées, les obligations pèsent sur tous les niveaux d'un système de cartes : réseaux, émetteurs, acquéreurs, sous-acquéreurs et facilitateurs de paiement. Chacun doit mettre à jour ses règles, identifier le bénéficiaire réel derrière tout intermédiaire et exclure les participants qui ne s'y conforment pas.
- **Les intermédiaires sont visés.** L'Ordonnance SPA/MF 2.750/2026, prise onze jours avant l'interdiction, obligeait déjà les établissements à rechercher l'argent des paris acheminé par des tiers. Les signaux qu'elle énumère sont des virements fréquents de montant faible ou moyen, des hausses soudaines de volume, une activité qui ne correspond pas à l'objet déclaré et des libellés mentionnant paris, bonus, crédits ou recharges. L'établissement dispose de 45 jours pour analyser ce qu'il trouve, informe le régulateur le jour ouvré suivant et a 24 heures pour bloquer un compte une fois notifié.
- **Sanctions.** L'opérateur qui ne se conforme pas encourt une amende de 200 000 BRL par jour. Les plateformes internet risquent jusqu'à 10 % de leur chiffre d'affaires au Brésil, dans la limite de 50 millions de BRL par infraction. Un projet de loi distinct, cité comme PL 5.477/2026, ferait de l'exploitation de paris une infraction pénale punie de quatre à six ans, et de sa facilitation financière une infraction punie de deux à quatre ans. Ce projet n'a pas été adopté.

Un décret, le 13.128/2026, a créé un comité qui réunit le régulateur des paris, la banque centrale, l'administration fiscale, la cellule de renseignement financier, la police fédérale et le régulateur des télécommunications pour coordonner le blocage des sites et des flux de paiement.

Ce qui reste à trancher

- **Le Congrès.** Une commission mixte examine la mesure. Le délai de dépôt des amendements expire le 13 octobre, et 48 avaient été déposés au 7 octobre. Le Congrès peut approuver la mesure, la modifier ou la rejeter.
- **Le Tribunal suprême.** Trois associations du secteur ont demandé au tribunal de suspendre l'interdiction, en faisant valoir que les opérateurs étaient fondés à compter sur des autorisations de cinq ans. Le juge Luiz Fux est le rapporteur. Le gouvernement lui a demandé le 5 octobre de maintenir l'interdiction. Nous n'avons connaissance d'aucune suspension à l'heure où nous écrivons.
- **Les contours de la définition.** La mesure ne touche pas aux autres formes de loterie autorisées par la loi. Savoir où passe la limite pour les produits proches des paris relève d'un avocat brésilien.

Si vous êtes prestataire de paiement ou ISO

Voici notre lecture de ce que ce changement signifie en pratique. Ce n'est pas un conseil juridique.

1. **Recherchez l'exposition au Brésil, pas seulement les marchands brésiliens.** Un opérateur licencié à l'étranger qui accepte des joueurs brésiliens tombe sous le coup de l'interdiction. Le pays d'immatriculation du marchand ne vous le dira pas ; son trafic, ses moyens de paiement et ses devises de règlement, si.
2. **Ne touchez pas aux flux de fermeture.** Les remboursements et le paiement des gains sont expressément autorisés, et les bloquer nuit aux joueurs que la mesure entend protéger.
3. **Attendez-vous à des volumes déplacés.** Quand un grand marché légal ferme en dix jours, une partie de sa demande cherche une autre voie : sites sans licence, marchands décrits comme autre chose, activités de portefeuille électronique ou de recharge. Les signaux énumérés dans l'Ordonnance 2.750 constituent une liste de contrôle raisonnable pour l'entrée en relation et pour la surveillance.
4. **Mettez votre position par écrit, et gardez-la facile à inverser.** La règle peut être modifiée ou devenir caduque en quelques semaines. Une position datée dans vos critères d'acceptation se révise plus facilement qu'une habitude non écrite de l'équipe d'analyse des risques.

Si vous êtes marchand

1. **Opérateurs.** Les revenus de paris provenant du Brésil ne peuvent plus être traités légalement par les banques brésiliennes, Pix ou les cartes. Un prestataire qui évalue le reste de votre activité demandera comment le Brésil est exclu ; soyez prêt à montrer le blocage géographique et l'origine du volume restant.
2. **Fournisseurs, affiliés et activités connexes.** L'interdiction couvre l'intermédiation et la publicité, en plus de l'exploitation. Si une partie de vos revenus venait des paris au Brésil, dites-le dans votre demande, et dites ce qui les a remplacés.

3. **Décrivez l'activité telle qu'elle est.** Une activité mal décrite est exactement ce que la nouvelle surveillance est conçue pour trouver, et être découvert coûte bien plus cher qu'une demande refusée.

Sources

- [Congrès national : MPV 1394/2026](#), état, validité et délai d'amendement de la mesure (en portugais)
- [Yogonet : ce que dit la mesure provisoire](#) (en anglais)
- [Yogonet Brasil : le système de paiement après l'interdiction](#) (en portugais)
- [Yogonet Brasil : Ordonnance SPA/MF 2.750/2026](#) (en portugais)
- [Migalhas : comment l'interdiction change les opérations financières](#) (en portugais)
- [Daniel Law : alerte clients sur la mesure](#) (en portugais)
- [Exame : ce qui change avec l'interdiction](#) (en portugais)
- [AGF Advice : l'interdiction et les nouvelles règles pénales proposées](#) (en portugais)

Lire en ligne : <https://payments-marketplace.com/fr-FR/insights/brazil-betting-ban-payments/>

Payments Marketplace Ltd

Registered in England & Wales No. 17424288
Garden Ctg, Dereham Road, Dereham, Norfolk, NR19 2PW, UK
connect@payments-marketplace.com · +44 1366 727140